



Le téléphone de McDermott (1880)

A propos de la carte CP8

J'ai lu avec intérêt l'article sur la carte CP8 publié dans le numéro 5 de *Terminal*. Je crois cependant que l'analyse peut être menée plus loin.

En effet, pourquoi Mr. Moreno dit-il qu'il s'agit d'une informatique décentralisée? Rappelons que l'utilisateur de la carte n'a accès ni au micro-processeur ni à la mémoire de la carte d'une façon autonome, mais à travers un terminal qui est, lui, connecté à un processeur centralisé. Si, par un heureux hasard, toutes les cartes CP8 étaient branchées en même temps dans les terminaux, le processus central aurait accès à tout le fichier des cartes CP8, dont chaque fiche est constituée d'une seule carte. Certes, l'utilisateur fournit la clé d'accès, mais alors ce fichier, en quoi diffère-t-il d'un fichier centralisé ayant une clé d'accès sophistiquée pour chaque article?

Par ailleurs, le processeur central peut créer un tel fichier centralisé en lisant les cartes CP8 qui tôt ou tard se présentent, en faisant une copie des informations du terminal.

Bref, le système CP8 fonctionne comme un processeur central branché à un disque classique, dont chaque piste est portée dans la poche de chacun de nous, avec sa clé d'accès.

En conclusion, Mr. Moreno n'a réussi qu'à décentraliser géographiquement son fichier des cartes CP8, tout en permettant au propriétaire du système central des terminaux une gestion informatique intégrée et centralisée de ces mêmes cartes. A mon avis l'innovation de la carte CP8 ne réside pas dans la technique mais dans son lancement psychologique et commercial.

M.C.B.

Informatique et libertés

Je me limiterai au problème des libertés.

Je suis analyste à l'INSEE à Aix en Provence, syndiqué CGT.

Je pense qu'il faut distinguer 2 plans: le plan des principes généraux, des buts qu'on se donne et le plan des mesures immédiates ou à moyen terme que rend possible la situation politique actuelle.

A. Sur le plan des principes généraux. Je renvoie à la déclaration des syndicats CGT et CFDT de l'INSEE du 31 mai 1977. On peut, peut-être, résumer cette déclaration (en l'appauvrissant) en disant qu'en France, société capitaliste ayant jusqu'à un gouvernement représentant les classes dominantes, le développement de l'informatique s'est traduit, en ce qui concerne les libertés, par:

- un contrôle accru
 - du capitalisme sur les travailleurs dans l'entreprise
 - de l'appareil d'Etat, aux mains de la classe dominante, sur les individus et principalement sur les individus des classes dominées, dans la société.
- une liberté intacte pour les capitaux.
- anonyme des comptes bancaires
- revenus non-salariaux à l'abri des comptes du fisc...

Le but que peuvent se donner les classes dominées (les travailleurs...) ne peut qu'être l'inversion de cette réalité c'est-à-dire:

- liberté des individus (et donc en premier chef destruction des fichiers et de l'appareil de fichage militaire et policier, ins-

trument d'oppression des travailleurs dans leur essence même).

— contrôle des capitaux (suppression de l'anonymat et interconnexion des comptes bancaires...)

B. Sur le plan des mesures immédiates je suis entièrement d'accord avec vous pour dire qu'il faut tirer parti au maximum et rapidement de la situation politique nouvelle en faisant des propositions concrètes. Ce travail de réflexion, de proposition, on y ait appelé dans les organisations où on milite: syndicats, partis, associations; il doit aussi être fait au CIII.

Il serait tout à fait positif et important que CIII sorte rapidement un document rendu public par la presse si besoin en payant une page de publicité dans le *Monde* par exemple et adressé tant au gouvernement qu'aux partis et syndicats... présentant une liste de mesures pouvant rapidement être prises dans le domaine informatique et liberté par un gouvernement et une majorité de gauche. Cette liste devrait comprendre les points suivants (ce n'est pas exhaustif évidemment):

1. abandon de la carte d'identité informatisée (en principe Mitterrand est favorable à cette mesure).
2. abandon de la carte de séjour informatisée pour les étrangers (en principe le PS devrait être favorable à cette mesure).
- Modification de la loi informatique et liberté
- démocratiser la commission de

contrôle (en principe le PS doit y être favorable).

• et surtout ne plus soustraire du champ d'application de la loi les fichiers militaires et policiers.

Vu les positions sur les écoutes téléphoniques. Le *Monde* 3 juin

— il n'est pas acquis que le gouvernement soit favorable à cette mesure il serait donc d'autant plus important d'argumenter fermement cette nécessité.

4. Faire des propositions sur les fichiers GAMIN et AUDASS, peut-être abandon pur et simple? Je ne connais pas assez la question pour me prononcer.

5. Peut-être aussi y a-t-il des propositions à faire sur l'informatisation de la justice, là non plus je ne connais pas assez la question.

6. Sur SAFARI les propositions à faire ne sont peut-être pas évidentes.

Sur le fond je suis entièrement d'accord avec l'article paru dans le n° 2 et 3 de *Terminal* dont la position est la suivante: SAFARI étant essentiellement le moyen d'organiser tous les fichiers administratifs (et quelques autres?) sur un même identifiant le numéro national d'identité (n° INSEE), le problème posé est celui de l'interconnexion (au sens large c'est-à-dire rapprochement d'informations d'origines différentes concernant un même individu). Si on veut ne pas interconnecter alors la seule mesure sérieuse est l'abandon par les administrations de ce n° INSEE pour désigner un individu; car on ne peut faire confiance en de simples réglementations, les barrières

du droit étant bien faibles en cas de crise grave, surtout si comme le dit l'article l'armée attache une grande importance à la comptabilité des systèmes civils*.

La solution est donc:

— L'abandon de n° INSEE par les administrations donc le retour à des fichiers organisés séparément sur des identifiants différents pour autant l'interconnexion n'est pas rendue impossible mais seulement plus coûteuse et moins sûre et la mise au point d'une interconnexion fiable entre chaque couple de fichier demanderait peut-être plus de temps...?

— inclure dans la constitution (comme au Portugal) un article interdisant purement et simplement le recours à un système d'immatriculation unique.

Contribution à l'AG du CIII
G.S. Aix-en-Provence

* Sur ce point de la position de l'armée sur la compatibilité des systèmes civils et sur l'existence de correspondant de l'armée dans plusieurs administrations (Impôt, Intérieur, Education National, Banques...) qui assureraient les relais nécessaires, l'auteur de l'article pourrait-il rapidement m'envoyer toutes les informations dont il dispose car je compte bien reposer le problème SAFARI au niveau syndical CGT et CFDT de l'INSEE.

Canada et USA : en retard par rapport à l'Europe

Je joins le programme d'une conférence qui s'est tenue à Ottawa récemment sur le thème: «La micro électronique et le milieu de travail», à l'initiative du Bureau de la main d'œuvre féminine au ministère du Travail du Canada.

Je ne pense pas que cette conférence apporte grand chose au débat qui est mené en France, et plus généralement en Europe, à ce sujet.

En effet, le principal constat est que le Canada ainsi que les USA sont très «en retard» par rapport aux pays européens e débat sur les conséquences sociales

est largement ouvert en France; en Suède et en Norvège, celles-ci font déjà l'objet de mesures légales et ont leur place dans les conventions collectives.

A titre d'exemple: IBM en France reconnaît être préoccupé des conditions de travail, tandis que la même IBM aux USA déclare: il n'y a pas de problème. Peu de représentants du patronat étaient présents. A un syndicaliste qui mentionnait que les unités de négociation étant de plus en plus réduites (1 cadre pour 3,5 employés), il devenait de plus en plus difficile de négocier, un patron a simplement

répondu: c'est un problème individuel et sentimental auquel il ne faut pas s'attarder. A une autre syndicaliste qui demandait que les employés soient informés assez tôt des projets de changements technologiques, le même patron a répondu que ce n'était pas possible de divulguer l'information en raison de la situation concurrentielle.

Les patrons se sont vus reprocher par le représentant du BIT et par celui de la Norvège de ne pas envisager de négociations collective sur le sujet.

Les représentants du gouvernement et de la justice déclaraient préférer que ces problèmes soient réglés entre patrons et travailleurs.

Les principaux thèmes abordés ont été:

la réduction des emplois, surtout ceux occupés par des femmes et les répercussions sur la place des femmes dans la société; la productivité et la répartition des revenus; le partage du pouvoir — quant à la conception et au contrôle — entre patrons, travailleurs, gouvernements et justice, et entre hommes et femmes (...).

J.B.

Province du Québec



Chers confrères.

Merci de m'avoir couché dans votre fichier, informatisé ou pas... et de m'avoir envoyé ces spécimens de *Terminal* relatant les activités du CIII. A titre de réciprocité, vous trouverez ci-joint une documentation sur celles de notre Fondation.

Il semble que nous ayons beaucoup de choses en commun, depuis le domaine auquel nous nous intéressons jusqu'au pluralisme auquel nous aspirons — en passant par le désir de poser des questions, gênantes ou pas.

Deux différences pourtant sautent aux yeux. Si, comme vous, je refuse de confondre innovation et progrès, si comme vous nous pensons qu'il appartient aux citoyens — et non aux techniciens — de décider de l'usage qui doit être fait des techniques,

a) nous sommes un lieu de rencontre entre individus s'exprimant en leur nom — ce qui suppose qu'ils acceptent d'en avoir un...

b) je vois l'univers et l'humani-

té sous un jour moins uniformément noir que vous — et ne pense pas que systématiquement les machines soient l'émanation de Satan et que leur emploi doive toujours conduire — et uniquement conduire — à un univers concentrationnaire. Car la peur des machines cache toujours la peur ou la haine des hommes. Et tant qu'il en sera ainsi, avec ou sans machine, il y aura en effet des risques de totalitarisme...

Nous sommes tout prêts à poursuivre cet échange réciproque de documents et d'informations. En attendant mieux.

Et que celui, quel qu'il soit, qui existe derrière une signature volontairement illisible soit remercié d'avoir pensé à me faire parvenir des documents intéressants, et soit assuré de mes sentiments cordiaux.

Raymond Moch,
Délégué général
de la Fondation Frédéric

R. Bull,
S/directeur honoraire au
Collège de France

**Abonnez votre syndicat, votre comité d'entreprise,
votre groupe militant.**
L'abonnement collectif vous fera faire des économies :
230 F et 4 exemplaires de chaque numéro
pour les groupes militants.